

[Texte]

would end up with a Japanese or German company or something like that, because there do not seem to be any qualms whatsoever of turning it over to whatever company is interested in it. Then I think we have the ultimate of removing the board of directors from any ability to have any relationship with the communities of which they, indeed, are the economic mainstay.

I would prefer to see the privatization down into the communities themselves, that they be given some method of taking over their plants and integrating it into a co-operative fishery. That is my preference, my first choice. I think it is also an efficient choice. We tend to discount co-operatives as a method of economically producing products, but experience has shown that worker co-operatives are as efficient as any private enterprise operation, although with the current orientation of the government in its thinking, I am not too hopeful that this is the direction they will be moving in right now.

The Acting Chairman (Mr. Schellenberg): Thank you, Mr. Skelly.

Mr. Comeau.

Mr. Comeau: Thank you very much, Mr. Chairman.

We have heard a great deal of evidence, while travelling on the east coast in the past couple of weeks, about the great amount of damage which has been caused by the increasing seal population, and I believe our committee will be tackling the problem when we get back to Ottawa. Should the committee recommend a very strong culling program, would your party in Newfoundland be prepared to publicly endorse such a recommendation?

Mr. Fenwick: To answer your question, the provincial party has never had any problem at all with the seal fishery. From our perspective, it is an industry that started in 1793 when the first ships left St. John's to go to the front. It is an industry that is almost 200 years old and, quite frankly, was one of the major causes of the settlement of Newfoundland on a permanent year-round basis in the beginning part of the 19th Century, from 1800 to about 1835.

We have always recognized that it is an intrinsic part of our economy. In 1850, for example, the seal fishery accounted for something like 30% or 40% of our Gross National Product. That is in comparison to the cod fishery. A very slick advertising campaign by particular ecological groups, or so-called ecological groups, whom in other areas I support but in this area I find particularly badly informed, has damaged an industry seemingly beyond repair.

You may have to start suggesting that a cull is the kind of thing that would occur. I do not know; I have not seen the marine evidence and the biological evidence on it and so on, but that is one of the arguments we put forward for the last decade while the seal fishery was under attack, that if you do

[Traduction]

mener. Je crains fort que nous nous retrouvions avec une compagnie japonaise ou allemande, ou quelque chose du genre, car il ne semble pas qu'on ait des scrupules à remettre le tout aux mains de la première compagnie qui se montrera intéressée. Nous risquons ainsi de nous retrouver avec un conseil d'administration qui sera complètement détaché des intérêts des collectivités, dont l'économie repose, en fait, principalement sur cette industrie.

Je préférerais que la privatisation se fasse en faveur des collectivités elles-mêmes, qu'on leur donne les moyens de prendre leurs usines en main et de les intégrer au sein de coopératives de pêches. Voilà ce que je préférerais, la solution que je préconise en priorité. Je crois de plus qu'il s'agit d'une solution efficace. Nous avons tendance à croire que les coopératives ne peuvent constituer un moyen économique de production, mais l'expérience nous a prouvé que les coopératives de travailleurs sont aussi efficaces que n'importe quelle entreprise privée, bien qu'avec l'orientation actuelle du gouvernement, j'ai peu d'espoir qu'on s'engage dans cette voie pour le moment.

Le président suppléant (M. Schellenberg): Merci, monsieur Skelly.

Monsieur Comeau.

M. Comeau: Merci beaucoup, monsieur le président.

À l'occasion de notre séjour sur la côte est au cours des deux dernières semaines, nous avons entendu de nombreux témoignages sur les dégâts importants que cause l'accroissement de la population des phoques, et je crois que le Comité s'attaquera à ce problème lorsque nous serons de retour à Ottawa. Le Comité devrait-il recommander un programme de tri rigoureux, votre parti à Terre-Neuve serait-il prêt à endosser publiquement une telle recommandation?

M. Fenwick: Pour répondre à votre question, le parti provincial n'a jamais eu aucun problème avec la chasse aux phoques. De la façon dont nous voyons les choses, cette industrie a commencé en 1793 au moment où les premiers navires ont quitté St. John's pour aller en première ligne. C'est une industrie vieille de presque 200 ans et, pour parler franchement, c'est en grande partie grâce à elle si des colons ont commencé à s'établir en permanence à Terre-Neuve au début du 19^e siècle, de 1800 à 1835.

Nous avons toujours reconnu qu'elle constituait une partie intrinsèque de notre économie. En 1850, par exemple, la chasse aux phoques représentait quelque chose comme 30 ou 40 p. 100 de notre produit national brut. Il suffit de comparer avec la pêche à la morue. Une campagne de publicité très adroite menée par certains groupes écologiques, ou des groupes soi-disant écologiques, que j'appuie dans d'autres domaines mais qui, dans le secteur qui nous intéresse, sont d'après moi particulièrement mal informés, a causé des torts apparemment irréparables à cette industrie.

Il est peut-être temps de commencer à mettre de l'avant l'idée d'un tri. Je ne sais pas; je n'ai pas étudié les données maritimes et biologiques qui pourraient supporter cette idée, mais c'est l'un des arguments que nous avons avancé au cours de la dernière décennie lorsqu'on s'acharnait sur la chasse aux